

ONTVANGEN 16 SEP. 1997

Ref 7415 cr. 2

REPUBLIQUE DU BURUNDI Dar Es Salaam le 02 Septembre 1997
PARTI FRODEBU
CABINET DU PRESIDENT

MESSAGE AUX CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
SUR LA SITUATION AU BURUNDI
SOMMET DE DAR ES SALAAM DU 3 AU 4 SEPTEMBRE 1997

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Le Parti FRODEBU voudrait réitérer ses remerciements à l'endroit de Vos Excellences, pour l'intérêt évident et constant que Vous attachez à la situation prévalant au Burundi, ainsi que pour les efforts louables que Vous déployez régulièrement pour trouver une solution juste et durable au conflit burundais.

Comme le Parti FRODEBU n'a cessé de Vous le faire savoir depuis longtemps, le Burundi vit depuis son indépendance une situation tragique qui malheureusement continue jusque maintenant. Les Coups d'Etat de 1993 et 1996 avec les massacres de populations qui s'en sont suivis n'ont fait qu'empirer la situation qui prévalait.

Le conflit burundais est la conséquence directe d'un système politique, basée sur une idéologie d'exclusion établie depuis l'indépendance jusqu'à nos jours par un petit groupe d'officiers militaires et d'hommes politiques tutsi à majorité de la province Bururi. Il s'agit d'un système d'apartheid sanglant des noirs contre des noirs, qui a des ressemblances évidentes avec l'apartheid qui a prévalu en Afrique du Sud, évoluant de plus en plus vers l'esclavage. Ce système leur permet de monopoliser le pouvoir de façon exclusive, de le gérer à leur propre profit et à celui d'une petite minorité de la population. Le conflit reste donc entre ceux qui veulent changer ce système et ceux qui veulent le pérenniser. Le Major BUYOYA et son régime ne sont que des purs produits de ce système, et sont malheureusement décidés à le renforcer davantage.

Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Vous venez de passer plusieurs mois à consentir tant d'efforts pour que toutes les parties en conflit au Burundi, sans exclusion aucune, puissent se réunir autour d'une table de négociations sous la médiation de Son Excellence MWALIMU Julius NYERERE que Vous avez mandaté à cet effet. Malheureusement comme Vous venez de le constater, le Major BUYOYA et ses partisans ont décidé de saboter tous les efforts des pays de la sous-région et de toute la Communauté Internationale, en refusant de se rendre dans les négociations d'ARUSHA en date du 25 Août 1997.

Non seulement le Major BUYOYA et ses partisans ont refusé la négociation, mais aussi ils ont pris en otage tous ceux des burundais vivant à l'intérieur du pays qui voulaient se rendre à ARUSHA, donnant ainsi une preuve supplémentaire à ceux qui avaient encore des doutes que le Major BUYOYA et ses partisans veulent négocier.

Malgré que le Major BUYOYA et ses partisans aient refusé de se rendre à ARUSHA et empêché les autres parties et organisations burundaises de s'y rendre, la majorité des Partis et organisations burundaises, de tendances politiques et ethniques très variées, ont pu se rendre à ARUSHA et ont eu des entretiens fructueux le 26 Août 1997, dans une atmosphère cordiale, sous la Présidence du Facilitateur MWALIMU Julius NYERERE. Ils ont montré à la face du monde leur détermination à résoudre le conflit burundais par la voie des négociations et le FRODEBU s'en félicite.

Il s'agit des Partis et organisations suivants:

Le Front pour la Démocratie au Burundi (FRODEBU), le Parti de la Réconciliation du Peuple (PRP), le Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD), le Parti Pour le Redressement National (le PARENA), le Front de Libération Nationale (FROLINA), le Rassemblement du Peuple Burundais (RPB), le Parti Libéral (PL), le Parti du Peuple (PP), la Solidarité Jeunesse pour la Défense des Droits des Minorités (SOJEDEM), le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU). A l'issue de cette réunion, ils ont pu donner leur point de vue contenu dans le Communiqué Commun signé le 27 Août 1997, que nous Vous transmettons en annexe.

La tenue de cette réunion rassemblant la majorité des Partis et Organisations politiques et civiles Burundais, de tendances politiques et ethniques variées, démontre à suffisance que la grande majorité des burundais hutu et tutsi, sont prêts à trouver une solution négociée, mais que malheureusement, le Major BUYOYA et ses partisans restent le seul obstacle à cette bonne volonté. En complément au Communiqué Commun signé par les Partis et organisations présents à ARUSHA, le Parti FRODEBU voudrait porter à la connaissance de leurs Excellences les préoccupations suivantes:

1. Le Parti FRODEBU prie leurs Excellences et toute la Communauté Internationale de constater les faits suivants:

- Le Major BUYOYA et ses partisans méprisent les Chefs d'Etat de la Sous-région et toute la Communauté Internationale.

- Le Major BUYOYA et ses partisans procèdent du mensonge et de l'arrogance envers les pays de la sous-région et toute la Communauté Internationale.

- Le Major BUYOYA et ses partisans ont exprimé leur refus total de chercher une solution négociée pour le Burundi.

- Le Major BUYOYA et ses partisans sont décidés à renforcer le système d'exclusion, d'oppression, de marginalisation, d'apartheid et d'exclavagisme envers une partie de la population burundaise, par des massacres continus de populations, et des pendaisons arbitraires.

- Le Major BUYOYA et ses partisans sont décidés à continuer leur politique de regroupement des populations burundaises en camps de concentration, perpétrant ainsi le système d'exclusion et d'esclavagisme. En effet, plusieurs personnes vivant dans ces camps de concentration sont amenées de force à effectuer des travaux forcés chez des dignitaires du régime du Major BUYOYA.

- Le Major BUYOYA et ses partisans continuent la politique d'armement massif d'une partie de la population, préparant ainsi un génocide à grande échelle.

- Le Major BUYOYA et ses partisans pratiquent de façon délibérée une politique de provocation de la Tanzanie, cherchant ainsi à entraîner la sous-région dans une guerre qui permettrait d'oublier le conflit burundais.

2. Le Parti FRODEBU prie Vos Excellences de condamner le Major BUYOYA et ses partisans qui veulent prolonger les souffrances du peuple burundais et perpétrer les conflits dans la sous-région.

3. Le parti FRODEBU prie Vos Excellences de **prendre des mesures de pression suffisamment fortes**, en plus des mesures déjà existantes, à l'endroit du major BUYOYA, son Gouvernement et ses partisans, civils et militaires, pour qu'ils soient contraints à quitter le pouvoir sans délais, et permettre ainsi un retour à la légalité constitutionnelle et aux négociations.

Ces mesures doivent porter notamment sur:

- La fermeture totale de l'espace aérien, terrestre et lacustre de la sous-région au Burundi; Plusieurs compagnies aériennes ont décidé de contourner cette mesure, en faisant de faux plans de vol,

- Le refus des visas aux dignitaires, aux officiels et aux partisans du régime; Ces officiels ont décidé de contourner cette mesure et de tromper la vigilance des services compétents, en utilisant des passeports ordinaires au lieu des passeports diplomatiques ou de service,

- Le rapatriement au Burundi de tous les diplomates, tous les dignitaires et les partisans qui représentent le régime putschiste et illégal du Major BUYOYA à l'Etranger et qui continuent à propager sa propagande mensongère.

- L'interdiction de participation des envoyés du régime de Bujumbura dans toutes les réunions sous-régionales et internationales,

- Le gel des relations diplomatiques avec les pays de la sous-région, de l'OUA, de l'ONU et d'autres Organisations Internationales dont l'Union Européenne,

- Le gel des avoirs du Burundi, des dignitaires et des partisans du régime, détenus à l'étranger.

- L'embargo total sur les armes à destination du Burundi,

- L'embargo total sur les produits pétroliers sauf ceux destinés aux Organisations Humanitaires.

4. Le Parti FRODEBU renouvelle à Vos Excellences sa demande pour la mise en place rapide d'une force militaire régionale d'intervention au Burundi, tel qu'il avait été décidé à ARUSHA le 25 juin 1996 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la sous-région, en vue de stopper immédiatement la grave situation qui prévaut au Burundi, sécuriser toute la population burundaise, permettre le retour à l'ordre constitutionnel et la tenue de véritables négociations.

5. Le Parti FRODEBU prie Vos Excellences et toute la Communauté Internationale d'apporter tout le soutien nécessaire à Son Excellence MWALIMU Julius NYERERE, afin qu'il puisse continuer la noble mission que vous lui avez confiée de trouver une solution juste et durable au conflit burundais.

6. Le Parti FRODEBU prie les Chefs d'Etat de la sous-région et toute la Communauté Internationale d'apporter tout le soutien et tous les encouragements nécessaires à toutes les parties burundaises qui ont montré leur détermination à trouver une solution négociée dans le cadre de l'initiative de MWANZA.

L'OUA et la Communauté Internationale ont pu démanteler avec succès l'apartheid qui prévalait en Afrique du Sud, et ont pu résoudre les graves conflits qui prévalaient au MOZAMBIQUE, en NAMIBIE, au LIBERIA et ailleurs. Nous estimons qu'il n'y a aucune raison qu'ils échouent devant le Conflit burundais.

Pour le Parti FRODEBU

Le Président du FRODEBU

Honorable Docteur MINANI Jean